

PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale
de la protection des populations
Service prévention des risques techniques

Avignon, le 13 novembre 2015

ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

**à l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991,
encadrant les activités de la société Guy Dauphin Environnement
Quartier de la Malautière, Route de Camsaud à Sorgues (84700)**

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU** les livres V du code de l'environnement, notamment les articles L. 513.1 et R. 513-1,
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010, n° 2012-384 du 20 mars 2012 et n° 2012-1304 du 26 novembre 2012, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** le décret du 11 février 2015 portant nomination du préfet de Vaucluse-M. GONZALEZ Bernard ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 autorisant la société Valette et fils à exploiter un dépôt de ferrailles, métaux et véhicules hors d'usage, avec activité de récupération et conditionnement, sur le territoire de la commune de Sorgues – Quartier de la Malautière, Route de Camsaud,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 1996 portant agrément pour **l'exercice** de valorisation d'emballages métalliques pour une quantité maximale de 60 t/j sur le même site,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2013 accordant le bénéfice des droits acquis pour l'établissement,
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2015 donnant délégation de signature à M. Thierry DEMARET, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 2 février 2007 et modifié le 23 septembre 2008, délivré à la société Guy Dauphin Environnement (GDE), dont le siège social est situé – BP n°5 – 14540 ROCQUANCOURT,

- VU le récépissé d'antériorité délivré le 19 novembre 2008, accordant le bénéfice des droits acquis pour l'établissement au titre de la rubrique 2711, pour une activité de transit, tri et regroupement de gros matériel électroménager hors froid sans procéder à leur démontage ou leur remise en état,
- VU la déclaration de modification déposée par l'exploitant en date du 31 octobre 2013,
- VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 octobre 2015.

CONSIDÉRANT que la demande porte uniquement sur la diminution de la quantité de déchets dangereux présents sur le site, et donc que cette demande est recevable au sens de l'article L. 513-1 du code de l'environnement,

SUR PROPOSITION de Madame la directrice départementale de la protection des populations,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les prescriptions de l'arrêté complémentaire du 17 octobre 2013 sont abrogées et remplacées par les présentes dispositions.

Les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« La société Guy Dauphin Environnement (GDE), dont le siège social est situé – BP n°5 – 14540 ROCQUANCOURT, est autorisée à exploiter Quartier de la Malautière, Route de Camsaud, à SORGUES (84700), les installations classées suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2710-1a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Collecte de déchets dangereux. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes.	Apport de batteries par les garages ou particuliers. réceptionnées dans le hangar. Quantité maximale : 40 tonnes.	A
2710-2a	Collecte de déchets non dangereux. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³	Apport de déchets de métaux par les particuliers, réceptionné dans le hangar. Volume : 1000 m ³	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² .	Hangar de 1 000 m ² pour les métaux non ferreux. Aire extérieure de 10 650 m ² dédiée aux ferrailles.	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Capacité maximale de stockage : 40 tonnes de batteries usagées stockées dans des bennes INOX sous abri dans le hangar.	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j.	Broyage, cisailage des déchets de métaux ferreux et non ferreux. Capacité maximale : 800 t/j	A
2712-1b	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage.. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 30 000 m ²	Aire de stockages des VHU en attente de dépollution : 250 m ² Aire de dépollution : 100 m ² . Surface totale : 350 m ² .	E
2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Transit de gros électroménager hors froid. Volume total : 200 m ³	D

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Transit de déchets banals. Volume total : 210 m ³	D

Les déchets réceptionnés sur le site sont exclusivement de provenance des départements de Vaucluse, du Gard et des Bouches du Rhône. Ils peuvent être apportés par le producteur initial de ces déchets qui ne doit avoir accès qu'à la partie "apport volontaire" du site et ne doit pas pouvoir librement accéder aux autres installations du site. »

Les autres prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 septembre 1991 et celles de ses arrêtés complémentaires du 16 juin 2006 et du 12 janvier 1996 restent applicables.

ARTICLE 2 : mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposé auprès de la mairie de Sorgues et peut y être *consultée*, un extrait de cet arrêté est *affiché* pendant une durée minimum d'un mois dans cette mairie. Un procès verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être adressé à la direction départementale de la protection des populations de Vaucluse. Le même extrait est *affiché* dans l'installation en permanence de façon visible par l'entreprise sur son site de Sorgues.

Un avis au public est *inséré* par les soins de la direction départementale de la protection des populations aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Cet arrêté sera *inséré* sur le site internet de l'Etat en Vaucluse.

ARTICLE 3 : voies et délais de recours

Un recours peut-être formé devant le tribunal administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L514-6 et R514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté (annexe 0).

ARTICLE 4 : application

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de Sorgues, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région PACA, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Signé : Thierry DEMARET

ANNEXE 0

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 171-7, L. 171-8 et L. 171-10, L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Par exception, la compatibilité d'une installation classée avec les dispositions d'un schéma de cohérence territoriale, d'un plan local d'urbanisme, d'un plan d'occupation des sols ou d'une carte communale est appréciée à la date de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels les décisions mentionnées au premier alinéa du présent article peuvent être déférées à la juridiction administrative.

I bis.-Les décisions concernant les installations de production d'énergie d'origine renouvelable peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les demandeurs ou les exploitants, dans un délai de quatre mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre mois à compter de la publication desdits actes.

II.-supprimé

III.-Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Article R514-3-1

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

-par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

-par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.